

## Les modes de vie

### Une société plus riche et moins inégalitaire

Entre 1955 et 1995, le pouvoir d'achat moyen des Français a quadruplé. Malgré la crise, sa progression quoique plus ralentie s'est poursuivie, puisque le revenu des ménages a augmenté de 50% de 1975 à 1995, soit une hausse moyenne de 2% par an. Les Français se sont davantage enrichis au cours de ces quarante années que depuis le début de la Révolution industrielle, qui a amorcé le décollage économique du pays. Dans le même temps la protection sociale s'est étendue à la totalité de la population et chaque individu ne disposant pas de ressources est aujourd'hui assuré d'un « minimum social », revenu de base qui peut prendre la forme du RMI (revenu minimum d'insertion), de l'allocation spécifique de solidarité versée aux chômeurs en fin de droits ou de la prestation spécifique dépendance des personnes âgées. Au total, sur la longue durée, les inégalités sociales se sont réduites de même que l'éventail des revenus et des patrimoines, même si les deux décennies de crise ont eu tendance à creuser à nouveau le fossé entre la frange la plus pauvre et la frange la plus riche de la société : les 10% des Français les plus pauvres se partagent 2,3% des revenus alors que les 10% les plus riches disposent de 27% du revenu national. Cependant, malgré ces écarts, la société française reste l'une des moins inégalitaires.



En moyenne le revenu des ménages, salariés et non salariés, est compris entre 2 280 (2 500 dollars) et 2 430 euros (2 660 dollars) par mois avant impôt, sachant que la taille moyenne d'un ménage est de 2,5 personnes. Sur l'ensemble, les salaires représentent la moitié du revenu et les prestations sociales le tiers ; le reste provient d'activités non salariées et des revenus des placements et du patrimoine. L'éventail des salaires s'est resserré au cours de ces trente dernières années et la rémunération moyenne, en 2000, est comprise dans une fourchette allant de 1 à 3 : 3 150 euros pour les cadres, catégorie la mieux payée, à 1102 euros pour les ouvriers non qualifiés, catégorie la moins bien payée. En moyenne, les salariés ont perçu 1 661 euros net par mois en 2000, pour un temps plein, primes éventuelles non comprises. En 1950, la France a été le premier pays en Europe à instituer un salaire minimum applicable à tous les emplois, le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance). En 1998, le SMIC brut est de 1 082,6 euros par mois et concerne 1,5 million de travailleurs, soit 11,2% des salariés. Il s'agit surtout de jeunes, de femmes et d'hommes sans qualification, employés dans des petites et moyennes entreprises.

En 1997, le pouvoir d'achat des salaires nets a progressé de 2,5%, connaissant sa plus forte hausse depuis 7 ans. Toutefois, 4,5 millions de personnes, soit un actif sur 6, ne perçoivent pas de salaire et vivent des prestations sociales : 1,8 million de chômeurs indemnisés et 2,7 millions de personnes percevant les minima sociaux. Le niveau de vie des Français varie non seulement selon leur revenu mais aussi en fonction de l'importance de leur patrimoine, constitué pour plus de la moitié de sa valeur moyenne par des biens immobiliers et fonciers (immeubles, bâtiments, terrains) et pour le reste par des valeurs financières, parmi lesquelles les produits d'assurance et les titres boursiers (actions et obligations) occupent une place croissante : leur part relative a été multipliée par cinq en vingt ans. Le patrimoine moyen brut des ménages dépasse 152 000 euros mais présente un éventail allant de 1 à 8 selon les groupes socioprofessionnels : il varie d'un peu moins de 76 000 euros pour les familles d'ouvriers et d'employés à près de 610 000 euros pour les professions libérales.

**Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement**

**Ministère de la Ville**